



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi
Check against delivery

Conseil de sécurité de l'ONU

“Protection of civilians in armed conflict: Ensuring the security and dignity of civilians in conflict: Addressing food insecurity and protecting essential services”

Déclaration d'Alain Berset
Président de la Confédération

New York 23 mai 2023

Monsieur le Secrétaire général,

Madame la Présidente du CICR,

Mesdames et Messieurs,

Je m'adresse à vous dans ma capacité nationale.

Je remercie

- le Secrétaire général António Guterres,
- la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) Mirjana Spoljaric
- ainsi que Madame Aichatou Mounkaila pour leurs interventions.

Tous les conflits armés sont différents.

Mais – nous venons de l'entendre – ils ont pour dénominateur commun la souffrance des civils.

C'est le cas, par exemple, actuellement en Ukraine : dans l'année écoulée, la moitié des personnes civiles tuées dans des zones de conflits à travers le monde l'ont été en Ukraine. Ces morts sont naturellement intolérables.

La vie des civils est en danger constant. L'accès à la nourriture, aux soins de santé, à l'assainissement, à l'eau potable et à d'autres services essentiels est entravé.

Le manque de biens et services essentiels pour la population civile dans les conflits armés coûte plus de vies que l'impact direct des hostilités, et ceci à court et moyen terme.

Ce sont les groupes vulnérables, tels que les enfants et les personnes en situation de handicaps, qui en font les frais.

Le respect du droit international humanitaire est une priorité de longue date pour la Suisse et l'une de nos priorités au Conseil de sécurité.

En tant que dépositaire des Conventions de Genève et siège du CICR, nous nous sentons d'autant plus tenus par cet impératif humanitaire.

Le travail du CICR est d'une valeur inestimable pour la protection des civils. Et les récentes attaques par rapport à l'impartialité de l'organisation nous inquiètent.

Le récit de Madame Mounkaila nous rappelle le rôle clé que joue la société civile – et le besoin d'inclure ces acteurs dans nos réflexions et actions.

Derrière les chiffres et les propos que nous venons d'entendre se cachent des destins humains individuels.

Pour préparer ce débat, je suis allé dans plusieurs régions qui sont directement concernées par les instabilités. J'ai eu par exemple l'occasion de me rendre dans le nord du Mozambique, à Mueda et à Pemba, avec le Président Nyusi.

Dans ce cadre, vous me permettrez de souligner que le Mozambique vient d'annoncer le désarmement et la démobilisation de la dernière base militaire rebelle au centre du pays.

Je saisis cette occasion pour féliciter le Président Nyusi, mais aussi le chef de la RENAMO, Ossufo Momade, pour leurs efforts dans la construction de la paix au Mozambique. Ils ont montré au monde que l'arme la plus puissante pour atteindre la paix est toujours le dialogue.

Je me suis également rendu à l'est de la République Démocratique du Congo. Je suis allé à Goma, à Bukavu, et j'y ai notamment rencontré des civils ayant assisté à l'assassinat de membres de leur famille, au pillage de leurs biens, et des femmes qui ont été violées, en situation de très grande vulnérabilité.

Malgré des parcours tellement difficiles, toutes les personnes que j'ai rencontrées se sont montrées combatives et optimistes quant à l'avenir.

Mais nous ne pouvons pas nous contenter de compter sur la résilience des populations.

Le droit international humanitaire impose des obligations claires et sans équivoque à toutes les parties à un conflit, ainsi qu'à nous tous, États signataires des Conventions de Genève.

Mesdames et Messieurs,

Les conflits armés sont les principaux facteurs de la faim. Ils génèrent ou renforcent directement et indirectement l'insécurité alimentaire à court, moyen et long terme.

Le Secrétaire général l'a détaillé dans son rapport.

De plus en plus de personnes souffrent de la faim aigüe.

Ce chiffre est passé à environ 260 millions de personnes.

Cela correspond à 30 fois la ville de New York. 30 fois!

Plus des deux tiers vivent dans des zones de conflit, par exemple en RDC, au Soudan, ou dans d'autres situations de violence, par exemple Haïti.

Les impacts des conflits armés pour la sécurité alimentaire sont directs

- Des récoltes sont détruites
- des terres devenues stériles ou truffées de débris explosifs
- des dépôts de grains rasés, des marchés fermés.

Mais il y a aussi des impacts indirects.

Bien trop souvent, les conflits s'accompagnent d'attaques contre les biens et services civils. Ces attaques peuvent déstabiliser des systèmes alimentaires entiers.

Par exemple :

- L'approvisionnement en eau est menacé, ce qui pose un défi majeur pour la protection des civils.
- Le manque d'électricité / énergie met en péril des chaînes de refroidissement ainsi que le stockage d'aliments.
- Le déplacement des populations dû aux conflits conduit à l'abandon de la culture des terres.

La pénurie de ressources dans un endroit peut se propager dans toute une région.

Nous sommes actuellement témoins de la manière dont l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine entraîne une hausse massive des prix dans le monde entier.

La Suisse salue l'ensemble des acteurs qui ont permis à l'Initiative de la mer Noire d'être prolongée dernièrement. Elle se félicite des bons offices du Secrétaire général et se tient prête à apporter son soutien, notamment dans son rôle d'État hôte.

Mesdames et Messieurs,

Il y a exactement cinq ans, le Conseil de sécurité a reconnu le lien entre les conflits et l'insécurité alimentaire en adoptant la résolution 2417.

Elle condamne fermement l'utilisation de la famine comme méthode de guerre, les refus illicites d'accès humanitaire et le fait de priver les civils des biens indispensables à leur survie.

Et en 2021, dans la résolution 2573, il a réitéré sa condamnation des attaques illicites qui privent la population civile des biens indispensables à sa survie.

Ces résolutions, ainsi que les obligations du droit international humanitaire qu'elles réaffirment, offrent des instruments juridiques, politiques et opérationnels solides pour protéger les civils de l'insécurité alimentaire liée aux conflits.

Nous tous devons mieux les mettre en œuvre.

Pour ce faire, je voudrais proposer cinq pistes :

Premièrement, toutes les parties au conflit doivent mettre fin aux attaques illicites et à l'utilisation abusive des biens indispensables à la survie de la population civile, telles que proscrites par le droit international humanitaire.

Une mesure est de réduire ou minimiser les conséquences humanitaires de l'utilisation d'armes explosives dans les zones densément peuplées.

Mon pays a signé la Déclaration de Dublin l'année dernière et j'appelle les autres Etats à en faire de même.

Deuxièmement, il faut redoubler d'efforts pour garantir un accès humanitaire plein, rapide, sûr et sans entrave à toutes les personnes dans le besoin, tel que l'exige le droit international humanitaire.

Je tiens à remercier tous les acteurs humanitaires qui, jour après jour, s'emploient à sauver des vies.

Troisièmement, les parties aux conflits qui utilisent la famine des civils comme méthode de guerre doivent être tenues pour responsables : affamer des civils est un crime de guerre.

Quatrièmement, comme je l'ai souligné lors du débat de ce Conseil en mars dernier sur l'Agenda Femmes, paix et sécurité, les femmes doivent participer de manière pleine, égale, significative et sûre à tous les niveaux de décision et dans tous les processus visant à protéger la population civile.

Cinquièmement, les opérations de paix des Nations-Unies ont un rôle clé dans la protection des civils et il est primordial que nous nous efforçons à maintenir le niveau de protection lorsque ces opérations se trouvent en transition.

Comme souligné par le Secrétaire général, la protection des civils est une question urgente. Le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme est impératif à cet égard.

Ensemble, nous devons continuer à nous engager pour que la protection des civils soit assurée, non seulement sur papier, mais aussi dans les faits.

Unofficial Translation

Mr Secretary-General,

Madam President,

Ladies and gentlemen,

I address you in my capacity as President of the Swiss Confederation.

I thank

- Secretary-General António Guterres,
- President of the International Committee of the Red Cross Mirjana Spoljaric
- and Aichatou Mounkaila for their statements.

Every armed conflict is different. But – as we have just heard – they have one thing in common: the suffering of civilians.

This is the case, for example, in Ukraine currently: in the past year, half of the civilians killed in conflict zones around the world were killed in Ukraine. These deaths are of course intolerable.

Civilians' lives are in constant danger. Access to food, healthcare, sanitation, clean water and other essential services is impeded.

Civilians' lack of access to essential goods and services during armed conflict costs more lives in the short and medium term than the direct impact of hostilities.

Vulnerable groups, such as children and people with disabilities, are the ones who bear the brunt.

Respect for international humanitarian law is a longstanding priority for Switzerland and one of our priorities in the Security Council.

As the depositary state of the Geneva Conventions and home to the headquarters of the ICRC, we feel all the more bound by this humanitarian imperative.

The work that the ICRC does to protect civilians is of immeasurable value. We are also concerned about accusations made recently concerning the ICRC's impartiality.

Aichatou Mounkaila's account is a reminder of the key role played by civil society – and of the need to include civil society stakeholders in our deliberations and actions.

Behind the statistics and remarks we have just heard are the lives of individual human beings.

To prepare for this debate, I visited several regions directly affected by instabilities. For example, I had the opportunity to visit the north of Mozambique, notably Mueda and Pemba, with President Nyusi.

In this context, let me recall here that Mozambique has just announced the disarmament and demobilization of the last rebel military base in the centre of the country.

I thus seize this opportunity to congratulate President Nyusi and the leader of RENAMO, Ossufo Momade, for their efforts in building peace in Mozambique. They showed the world that the most powerful weapon for achieving peace is always dialogue.

I also visited the east of the Democratic Republic of the Congo. I went to Goma, to Bukavu, and I met civilians who had witnessed the murder of family members, the looting of their property, and women who had been raped in very vulnerable situations.

Despite such difficult situations, all the people I met were combative and optimistic about the future.

But we cannot solely rely on the resilience of local communities.

International humanitarian law imposes clear and unambiguous obligations on all parties to a conflict, and also on all of us, the states parties to the Geneva Conventions.

Ladies and gentlemen

Conflicts are the main drivers of hunger.

They generate or exacerbate food insecurity in the short, medium and long term – both directly and indirectly.

The Secretary-General explained this in some detail in his report.

More and more people are facing acute food insecurity. Their number rose to about 260 million last year.

That's 30 times the population of New York City. Thirty times!

Over two-thirds live in conflict zones, for example in the DRC, in Sudan, or in other contexts where violence is endemic, such as Haiti.

Armed conflicts have direct impacts on food security

- crops are destroyed
- land is made barren or riddled with explosive debris
- grain stores are burned down, markets are closed down.

But there are also indirect impacts.

All too often, conflicts involve attacks on civilian goods and services. Such attacks can destabilise entire food systems.

For example:

- Water supply is threatened, posing a major challenge to the protection of civilians.
- The lack of electricity/energy jeopardises cold chains and food storage.
- The displacement of entire communities by conflict results in the abandonment of crops.

Resource scarcity in one area can spread across an entire region.

We are currently witnessing Russia's military aggression against Ukraine drive up prices dramatically around the world.

Switzerland commends all actors who have made it possible for the Black Sea Initiative to be extended recently. It welcomes the good offices provided by the Secretary-General and stands ready to offer its support, including in its capacity as a host state.

Ladies and gentlemen,

Exactly five years ago, the Security Council recognised the link between conflict and food insecurity by adopting Resolution 2417.

It condemns in the strongest terms the use of starvation as a method of warfare, the unlawful denial of humanitarian access and the withholding of life-saving supplies from civilians.

In 2021, in its Resolution 2573, it reiterated its condemnation of unlawful attacks that deprive civilians of essential services.

This and other resolutions, and the international humanitarian law they uphold, provide strong legal, political and operational instruments to protect civilians from conflict-related food insecurity.

We must all do a better job of implementing them.

To this end, I would like to propose five lines of action:

First, all parties to a conflict must stop carrying out unlawful attacks and misusing resources that are essential to the survival of civilians, as proscribed by international humanitarian law.

One measure is to reduce or minimise the humanitarian consequences of the use of explosive weapons in densely populated areas. Switzerland signed the Dublin Declaration last year and I call on other states to do likewise.

Second, efforts must be redoubled to ensure full, prompt, safe and unhindered humanitarian access to all persons in need, as required by international humanitarian law. I would like to thank all the humanitarian actors who are working day after day to save lives.

Third, all parties to a conflict who use the starvation of civilians as a method of warfare must be held accountable: starving civilians is a war crime.

Fourth, as I underscored in the Security Council debate in March on the Women, Peace and Security Agenda, women must participate fully, equally, meaningfully and safely at all levels of decision-making and in all processes aimed at protecting civilians.

Fifth, UN peace operations play a key role in protecting civilians, and it is essential that we strive to maintain a high level of protection even when these operations are in a transitional phase.

As highlighted by the secretary-general, the protection of civilians is a matter of the utmost urgency.

Respect for international humanitarian law and human rights is of vital importance in this regard.

Together, we must redouble our efforts to protect civilians, not only on paper, but also in practice.